

La peur d'Ebola monte au Burundi

PANA, 25 août 2014 Bujumbura, Burundi - La confirmation de cas de personnes qui ont été tuées ces derniers jours par Ebola dans la province congolaise de l'Équateur a augmenté la peur du virus au Burundi qui change au quotidien des personnes et des biens avec son grand voisin de l'Ouest. La province de l'Équateur n'est certes pas la porte du Burundi dont elle est distante de plus de 500 kilomètres, mais tout peut arriver face à ce volatile et insaisissable virus qui prend source et porte le nom d'un fleuve congolais, commentait-on lundi dans les conversations de rue à Bujumbura.

Du côté des autorités sanitaires, la situation reste par contre de mise et aucune mesure exceptionnelle, comme la fermeture des frontières n'est pour le moment envisagée. La ministre de la Santé publique, Mme Sabine Ntakarutimana, est revenue plutôt, lundi, sur des mesures renforcées qui ont été prises au niveau de l'aéroport international de Bujumbura depuis que le virus mortel fait des ravages dans certains pays d'Afrique de l'Ouest et pouvait arriver également au Burundi par le biais des voyageurs. Une clinique mobile a été installée dans les enceintes de l'aéroport international de Bujumbura qui est le unique point d'entrée et de sortie pour les vols internationaux au Burundi. Des médecins sont prêts à intervenir sur des cas suspects en les mettant en quarantaine, tandis que les voyageurs sont tenus de remplir, en plus des fiches habituelles des services d'immigration, un questionnaire pour connaître la provenance du passager et ses antécédents en matière de santé. La ministre Ntakarutimana a également fait état de dépliants en cours de multiplication pour servir d'outils de sensibilisation des populations aux règles élémentaires de prévention contre la maladie. Deux hôpitaux de référence sont également en état d'alerte à Bujumbura, la capitale du Burundi, et ont été équipés en personnels et matériels pour prendre en charge d'éventuelles victimes d'Ebola de l'organisation mondiale de la santé (OMS), selon toujours la ministre Ntakarutimana.